

« TENDANCES DE L'ORIENT »

L'agonie du complot occidental contre la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 11 JUIN 2013



La salle se fait de plus en plus clairsemée à la Coalition nationale syrienne. L'avenir a changé de camp.

L'agonie du complot occidental contre la Syrie

Par Ghaleb Kandil

La victoire enregistrée par l'Armée arabe syrienne dans la région de Qoussair n'est pas une exception mais une tendance générale confirmée. Les gangs terroristes takfiristes s'effondrent en raison du recul du soutien populaire à la rébellion armée. La règle historique indiscutable est que toute force militaire, même s'il s'agit d'une armée puissante, nombreuse et bien équipée, perd ses capacités de résistance si elle ne jouit plus d'un environnement social favorable. Que dire alors de groupes de mercenaires assoiffés de sang, venus de 82 pays différents, qui commettent les pires crimes contre les populations locales. Le dernier en date étant, dimanche, l'exécution d'un enfant de 15 ans devant sa famille pour blasphème (Voir ci-dessous). Plus grave encore, le peuple syrien a découvert que ces groupes sont

étroitement liés à Israël. Commentant la situation en Syrie, le chef des services de renseignement allemands, cité par le *Der Spiegel* [1], a reconnu que l'armée syrienne allait poursuivre son avancée pour reprendre le contrôle de la plupart des régions ces trois prochains mois. Cette évaluation rejoint les informations selon lesquelles le qatari Hamad Ben Jassem a exprimé devant le président Barak Obama ses craintes de voir une victoire de l'État syrien sur les gangs takfiristes que les dirigeants qataris ont créés, formés, entraînés et financés.

Le grand déséquilibre des rapports de forces en Syrie, en faveur de l'État national, apparaît de plus en plus clairement. La popularité croissante du président Bachar al-Assad n'est plus un secret. Même les rapports de l'Otan affirment que près des deux tiers des Syriens soutiennent leur président. Il est évident que ce sondage, commandé par des puissances membres de l'Otan, a été réalisé dans les zones qui échappent au contrôle de l'État.

Ces réalités résultent de l'attachement d'une majorité de syriens à leur État, à l'indépendance de leur pays et à leur armée. Le fait que le projet hégémonique ait utilisé les groupes takfiris comme principal outil a permis aux Syriens de comprendre très vite la nature du complot occidental qui cible leur patrie, et qui vise à déchirer le tissu national des peuples de la région. Le projet occidental s'est brisé sur un bloc transcommunautaire, qui comprend une bonne majorité de sunnites et de chrétiens orientaux, qui affichent des choix arabes et nationaux. Si ce bloc n'existait, l'État se serait effondré depuis longtemps.

Les événements en Turquie sont une expression supplémentaire des revers successifs subis par l'alliance anti-syrienne. Ils se reflètent dans l'impuissance et la confusion qui caractérisent l'action des États-Unis. La purge opérée par Barak Obama au sein de son administration en est la preuve : Hillary Clinton, David Petraeus, Robert Ford... autant de figures qui ont disparu de la scène ou sont en voie de disparition.

Un an après l'accord de Genève, il est clair que les États-Unis et avec eux les monarchies rétrogrades du Golfe et le gouvernement du mirage ottoman, ont épuisé toutes les possibilités pour intensifier leur agression contre la Syrie. Mais en dépit des gigantesques moyens mis en œuvre, cette alliance s'est brisée sur

la résistance de l'État national syrien, de son armé et du peuple, sans compter la détermination et la volonté d'acier du président Bachar al-Assad. Les solides alliances régionales et internationales bâties par la Syrie ces dernières décennies ont également constitué un atout majeur qui a renforcé les capacités de résistance de la Syrie.

Déclarations et prises de positions

Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie

« Nous avons fourni notre évaluation concernant la décision adoptée la semaine dernière par les chefs de diplomatie de l'UE de lever l'embargo sur les livraisons d'armes à l'opposition syrienne. Je ne vous cacherai pas que cela nous a déçu. Toute tentative d'influer sur la situation en Syrie par la force, via une ingérence militaire, est vouée à l'échec et ne ferait qu'aggraver la situation, entraînant de lourdes conséquences humanitaires. Nous avons convenu de coordonner nos efforts afin de mieux promouvoir la conférence Genève 2. Nous craignons pour la sécurité de notre délégation des rebelles cannibales qui mangent leurs ennemis. »

Adnane Mansour, ministre libanais des Affaires étrangères

« Les combattants du Hezbollah ont uniquement défendu leurs frères libanais dans la région de Qoussair. Certaines parties déforment le rôle du Hezbollah et veulent nous faire croire que ce qui se passe en Syrie depuis deux ans est sa faute. Le Hezbollah ne combat pas dans le sud syrien, ni à Daraa, ni à Idleb ou Qamichli. Seulement à Qoussair pour défendre ces Libanais qui ont été agressés par les rebelles et dont certains ont été tués, sans parler de leurs biens détruits. Le Hezbollah ne participera pas aux autres batailles et si nous disons que c'est lui qui mène la combat, c'est très réducteur pour l'armée syrienne qui est l'une des 20 armées les plus puissantes au monde, avec des effectifs de 400 000 hommes et autant de réservistes. »

Ayman al-Zawahiri, chef d'Al-Qaïda

« Unissez-vous, entendez-vous et engagez-vous à ne pas déposer

les armes et à ne pas quitter vos tranchées jusqu'à l'établissement au Levant d'un État islamique qui œuvrera pour le rétablissement du califat. Le jihad au Levant œuvre pour l'établissement d'un califat islamique combattant qui poursuivra les sacrifices jusqu'à ce que la bannière du jihad et de l'islam soit hissée à Jérusalem. »

Naïm Kasseem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« On nous dit que le Courant du Futur tente de poser un certain nombre de règles concernant la formation du gouvernement. Ce courant semble toutefois avoir oublié qu'il n'est pas en position de distribuer les rôles ou de déterminer qui doit être au gouvernement et qui ne doit pas y être. »

Nawaf Moussaoui, député du Hezbollah

« Si les groupes takfiristes remportent la victoire, il ne restera plus de Liban. Le pays sera morcelé, il y aura des massacres, et certaines de ses communautés seront déplacées. Si nous voulons défendre le Liban, nous ne devons pas permettre à ces groupes de prendre le contrôle de la Syrie. C'est la raison pour laquelle nous combattons là-bas, pour défendre l'unité de la Syrie et par le fait même pour défendre l'unité du Liban. La bataille en Syrie n'a rien d'une bataille pour la réforme politique ou pour la mise en place d'une démocratie. C'est bien plus grave que certains l'imaginent. Il s'agit d'une guerre américano-israélienne à laquelle participent des gouvernements européens et des régimes arabes, dans l'objectif de faire chuter l'État en Syrie, soit pour mettre en place un régime à la solde des États-Unis et des Israéliens, soit pour faire régner le chaos. »

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste

« Le fait d'enflammer la situation dans la ville de Tripoli ne changera rien à l'équation en Syrie, qui reste compliquée et va en s'aggravant. Si certaines parties politiques libanaises estiment qu'elles peuvent changer quoi que ce soit à la crise syrienne à partir de Tripoli, elles doivent se rendre compte que leur pari n'aboutira pas. À quoi sert de mettre la capitale du Nord à feu et à sang par le biais des règlements de comptes politiques de type sectaire et confessionnel, en exacerbant les instincts, la tension et la discorde. Il est temps que certains responsables à Tripoli ainsi

que les autres parties locales et extérieures cessent d'alimenter le conflit par les armes et le financement organisé. »

Jamal al-Jarrah, député du Courant du futur

« Du fait que le Hezbollah a soutenu le terrorisme et le meurtre et combattu aux côtés du régime syrien, il a perdu sur le plan éthique. Le Hezbollah a entraîné le Liban dans une guerre régionale. Sa participation aux combats en Syrie constitue un crime contre le Liban et la Syrie. »

Événements

- Des rebelles islamistes engagés contre le régime du président syrien Bachar el-Assad ont abattu devant sa famille un adolescent de 15 ans qu'ils accusaient de blasphème, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'adolescent vendait du café à Alep (nord) et les islamistes l'ont entendu prononcer une expression qu'ils ont jugée blasphématoire dans une conversation avec un ami. Il a été tué de deux balles, l'une dans la bouche, l'autre dans la nuque, devant ses parents et ses frères et sœurs, a précisé Rami Abdel Rahmane, le chef de l'OSDH, qui s'appuie sur un réseau de militants et de sources médicales. Selon M. Abdel Rahmane, il s'agissait probablement d'un groupe de jihadistes étrangers. *« Ils parlaient l'arabe classique, pas le dialecte syrien »*, a-t-il expliqué à l'AFP.

- *« L'instrumentalisation du CDH de l'Onu au profit de l'une des parties en conflit en Syrie, dans ce cas l'opposition radicale, ne contribue guère à la recherche d'une issue à la crise ni à la préparation de la Conférence internationale sur la Syrie »*, souligne la diplomatie russe, commentant le rapport présenté par la commission indépendante d'enquête sur la situation en Syrie lors de la 23e session du Conseil. Selon le rapport, la responsabilité des violences en Syrie incombe uniquement à Damas. D'autre part, ses auteurs ne qualifient pas d'attentats terroristes les explosions perpétrées dans les villes syriennes par des kamikazes. Les auteurs du document reconnaissent toutefois que les groupes armés

d'opposition, où les extrémistes sont de plus en plus nombreux, pratiquent des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des prises d'otages, utilisent des enfants-soldats et commettent d'autres crimes.

• L'imam de la mosquée al-Qods, dans la ville de Saïda au Liban-Sud, cheikh Maher Hammoud, a été la cible d'une tentative d'assassinat lorsque des inconnus ont ouvert le feu dans sa direction. Cheikh Hammoud, un proche de la Résistance, a déclaré que des assaillants avaient tiré près de 20 balles dans sa direction alors qu'il sortait de sa maison pour aller à la mosquée. « *Des sympathisants de l'opposition syrienne ou tout autre parti cherchant à créer la discorde* » pourraient être derrière cette tentative d'assassinat, a-t-il dit. Les Forces de sécurité intérieure (FSI) ont pu localiser la voiture utilisée dans l'attaque, un Datsun volée deux heures plus tôt.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Marlène Khalifé (6 juin 2013)

Il ne sera pas facile pour la Grande-Bretagne et la France de réaliser leurs ambitions en inscrivant ce que ces deux pays appellent la « *branche militaire* » du Hezbollah sur la liste UE des organisations terroristes. Les deux pays mettent la pression dans ce sens, appuyés par certains États européens, alors que d'autres, tels que l'Autriche, la Finlande et l'Irlande, s'y opposent.

L'influence et l'intégrité de la justice européenne, ainsi que sa capacité à juguler les desiderata politiques de certains pays ont mis un frein à la proposition britannique. Un expert européen estime que le plus important serait de répondre à une première question : Si le Hezbollah est placé sur la liste des organisations terroristes, quelle sera l'accusation portée contre lui ? Si l'accusation retenue a trait à l'attentat de Burgas, l'Union européenne sera obligée par la justice européenne compétente de révéler les preuves et les données concrètes à l'appui d'une telle mesure. La décision européenne n'est pas uniquement politique, puisqu'elle présente

également une dimension juridique qui la complique davantage.

Qu'en est-il de la participation du Hezbollah aux combats en Syrie ? N'est-ce pas une preuve pouvant être invoquée pour justifier l'inscription de ce parti sur cette liste ? L'expert répond que « *la participation aux combats n'est pas un acte terroriste. Une guerre est en cours en Syrie et plusieurs parties, dont le Hezbollah, y participent. Par conséquent, cette accusation ne saurait constituer une preuve établissant le caractère terroriste de ce parti* ».

Reste une question, celle relative au revirement de la position de la France. L'expert européen explique : « *Il y a eu un revirement rapide et injustifié de la position de la France : alors qu'elle rejetait complètement une telle idée à la suite de l'attentat de Burgas en Bulgarie, faute de preuves et parce qu'on ne pouvait faire figurer une formation politique sur des listes d'organisations terroristes, elle a accordé un soutien absolu à la demande britannique. La seule explication possible de ce revirement est celle qui a trait à la participation du Hezbollah aux combats à Qoussair* ». Ce motif se heurte à un obstacle : « *Le Hezbollah combat le Front al-Nosra, classée comme organisation terroriste. Comment pourrait-on le taxer de terroriste dès lors qu'il fait face à une organisation elle-même qualifiée de terroriste ?* » Le même expert ajoute, sur le ton de la plaisanterie : « *Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, appartient-il à la branche politique ou à la branche militaire* » du Hezbollah ?

As-Safir (5 juin 2013)

Mohammad Ballout, Paris

Le président français François Hollande s'engagera lors de sa visite prévue en Israël à maintenir la politique adoptée par son prédécesseur Nicolas Sarkozy à l'égard de l'Iran, et à mettre tout en œuvre afin d'empêcher son acquisition de l'arme nucléaire. Hollande a pris soin d'ajouter à la politique de son prédécesseur la promesse qu'il a faite durant le Congrès des communautés juives de France et qu'il renouvellera en Israël d'inscrire l'aile militaire du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes.

Cependant, l'attaque menée par la France contre le Hezbollah suscite une polémique au sein des institutions françaises et dans les sphères diplomatiques et sécuritaires françaises de prise de

décision bien qu'elle soit acclamée par les États-Unis et Israël et largement approuvée par l'Europe. Des sources diplomatiques françaises rapportent l'opposition de la direction Afrique du Nord et Moyen-Orient à la décision que l'Élysée a prise, avec l'approbation de cercles du Quai d'Orsay, sans consulter les services de sécurité ou prendre en considération le point de vue de leurs experts.

Ces derniers refusent de hausser le plafond de la confrontation avec le Hezbollah pour des raisons liées aux impératifs traditionnels des services de sécurité qui consistent à maintenir les canaux de communications ouverts avec un des principaux acteurs sur l'échiquier local et régional, à la difficulté de distinguer l'aile politique de l'aile militaire du parti ou aux craintes pour la sécurité des soldats français et européens dans le cadre de la Finul qui opère au sein d'un environnement favorable au Hezbollah —un environnement qui pourrait devenir hostile dans l'éventualité de l'inscription de certains de ses fils sur la liste des organisations terroristes—. Par conséquent, il convient de se demander si un changement surviendra quant à la mission de la Finul ou au niveau des règles d'engagement dans la région, dans l'hypothèse de l'entrée en vigueur d'une telle décision. Ceci soulève également la question de savoir comment les forces européennes traiteront, le cas échéant, avec les « *terroristes* » du Hezbollah qui sont répartis partout dans les villages du sud.

On prétend que la décision européenne de s'en prendre uniquement à l'aile militaire du Hezbollah vise à créer un équilibre entre l'urgence d'accentuer la pression sur le Hezbollah et de circonscrire son rôle régional en Syrie, d'une part, la nécessité de maintenir la stabilité au Liban, ou ce qui en reste, et d'empêcher qu'éclate une guerre ouverte contre l'une des composantes majeures de la formule libanaise, d'autre part. Mais en réalité, la décision dont les experts européens ont achevé d'étudier les voies de mise en œuvre depuis un mois ne reflète pas uniquement le souhait de juguler l'ambition du Hezbollah libanais. Elle va au-delà des attentats de Bulgarie attribués au parti et dans lesquels l'enquête n'a abouti à aucun résultat tranchant [2]. Par conséquent, la décision que Hollande compte offrir aux Israéliens s'inscrit dans le cadre d'une offensive internationale plus large menée contre une

force libanaise et arabe qui joue un rôle régional.

L'inscription de l'aile militaire du Hezbollah sur la liste terroristes peut être le prélude à une frappe militaire contre le parti sur le front régional où il participe aux combats, plus particulièrement à Qoussair. Car un parti qui est classé « *terroriste* » et qui est loin de ses bastions traditionnels au sud du Liban sera une cible plus facile à atteindre, et légitime sur le plan international, européen, politique et militaire. L'occasion pour cela se présentera avec l'entrée en vigueur de cette décision avant la fin de ce mois, ce qui coïncidera avec les derniers préparatifs relatifs à la distribution des sièges pour la Conférence de Genève 2.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Khalil Fleihane (6 Juin 2013)

Parmi les conséquences des combats en Syrie figure l'augmentation du nombre de réfugiés syriens qui affluent au Liban, alors que la communauté internationale n'a pas tenu ses engagements concernant l'aide financière pour subvenir à leurs besoins. La Commission européenne a en effet annoncé la réduction de l'aide qu'elle avait promis de fournir au Liban en raison de l'augmentation de son déficit budgétaire qui s'est élevé, en 2012, à 16 milliards d'euros.

Parmi les répercussions politiques, on notera la non formation d'un nouveau gouvernement par Tammam Salam, qui a été désigné le 11 avril dernier.

Des personnalités politiques s'inquiètent de l'incapacité à prendre des décisions politiques et à mettre un terme aux affrontements à Tripoli. Par ailleurs, les tentatives d'assassinats de dignitaires religieux (Maher Hammoud et Ahmad Breidi, deux cheikhs sunnites proches du Hezbollah, ndlr) ne sont pas des signes rassurants mais des indices d'une discorde

An-Nahar (5 Juin 2013)

Pierre Atallah

La visite en France du patriarche grec-orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient Youhanna Yazigi n'a débouché sur aucun résultat concret concernant le sort des deux évêques Boulos Yazigi et Youhanna Ibrahim, enlevés en Syrie, et n'a été l'occasion que de répéter le refrain des promesses s'engageant à œuvrer à une

solution. De nombreuses informations contradictoires circulent au sujet du sort des deux prélats : au Liban, une délégation d'habitants de la ville syrienne d'Alep s'est rendue à l'ambassade de France, la France étant le principal pays à soutenir l'opposition syrienne, et a présenté un exposé de la situation à l'ambassadeur Patrice Paoli, avec diplomatie, de relayer ces informations à l'administration française sans qu'il ne s'engage par une prise de position quelconque.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Hassan Olleik (6 Juin 2013)

De Washington à Riyad, passant par l'Europe, la Turquie et les pays du Golfe, le mot « *Qoussair* » revenait en boucle dans la bouche des responsables qui multipliaient les mises en garde contre la reprise de contrôle par l'armée syrienne de la ville ainsi que contre les conséquences d'une telle éventualité. Certains diplomates occidentaux sont allés jusqu'à établir un lien entre les derniers raids israéliens sur Damas et la bataille qui se déroulait dans la ville frontalière syrienne. Il suffit d'observer la prestation de la France pour se rendre compte de l'importance que cette bataille a revêtue. En effet, ce pays qui était un fervent détracteur de l'inscription du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes est devenu, depuis l'implication du parti dans la guerre qui se déroulait à proximité de la frontière libanaise, le fer de lance dans la lutte contre lui.

L'intérêt accordé à cette bataille par les forces occidentales qui appuient l'opposition syrienne est tributaire de deux éléments : le début d'un nouveau round de négociations internationales sur la Syrie (Genève 2), à l'heure où la plupart des parties affirment que les pourtours du compromis relatif à la crise syrienne seront tracés sur le terrain ; l'avancée enregistrée par l'armée syrienne sur plusieurs axes de combats, ce qui est susceptible de doper le moral des militaires et de couper les voies de ravitaillements en combattants et en armes à destination de l'opposition. Après Qoussair, l'armée régulière syrienne mènera dans la prochaine étape quatre batailles principales, après avoir pris le contrôle des villages de Dabaa et de Boueida Charkiyé, au Nord de Qoussair. Ces batailles détermineront dans une large mesure l'issue de la guerre :

la bataille de la campagne de Damas, dans les Ghouta orientale et occidentale ; la bataille de la campagne à l'ouest de Damas et les montagnes de Qalamoun (de Zabadani en passant par Kara et la sud de Qoussair, face à la localité de Eرسال et d'une partie de la vallée de Barada et de Yabroud) ; la bataille des quartiers encerclés de la ville de Homs et de sa campagne Nord, Rastan ; et la grande bataille d'Alep et de sa campagne.

Selon des sources officielles syriennes, les rebelles reculent jour après jour dans la Ghouta orientale, après le début de l'offensive de l'armée à partir de la localité de Oteibé, en avril. Il est désormais possible d'acheminer des renforts de l'armée dans cette région pour accentuer la pression sur les groupes armés. Les discussions au sein des milieux officiels syriens laissent penser qu'une dure bataille va commencer au nord de Homs, où les rebelles sont retranchés depuis le début de leurs opérations militaires, en 2011. Mais l'armée syrienne tentera de tirer profit de ses acquis dans la bataille de Qoussair et de son avancée dans la campagne de Hama, limitrophe à Homs.

À Alep, les forces régulières ont dépêché d'importants renforts et ont commencé un vaste déploiement pour une bataille qui aura lieu à l'intérieur de la ville et aux alentours. Dans une première étape, elle brisera l'étau imposé à des unités en position défensive depuis longtemps, afin qu'elles puissent passer au mode offensif.

Reste la région de Zabadani et de Qalamoun, limitrophe à la frontière libanaise. Il est impossible de parler d'un Damas sécurisé tant que ces régions restent sous le contrôle de l'opposition. Mais cette bataille peut attendre, selon des sources syriennes, car les rebelles qui s'y trouvent sont occupées quotidiennement par des affrontements avec des unités de l'armée dans la région.

Al-Akhbar (5 juin 2013)

Nasser Charara

Plusieurs messages US sont arrivés au Liban ces deux dernières semaines aux responsables libanais, reflétant la position des États-Unis à l'égard des événements qui se déroulent au Liban. Le plus important concerne la situation sécuritaire dans le pays : les affrontements à Tripoli, le bombardement du Hermel et la participation du Hezbollah aux combats en Syrie. Ce message

provient du secrétaire d'État adjoint pour les Affaires de sécurité, Derek Chollet, un proche de Barak Obama. Chollet a exprimé « *l'inquiétude de la Maison-Blanche vis-à-vis des orientations politiques libanaises ou non libanaises qui pourraient compromettre le choix stratégique* » d'empêcher un embrasement généralisé au Liban. Le responsable du Pentagone met l'accent sur la nécessité pour l'Armée libanaise de contrôler la ville de Tripoli et d'empêcher que les combats ne se propagent à d'autres régions du pays, ou encore de transporter au Liban l'incendie syrien. Washington souhaite que « *la plus large couverture politique soit accordée à l'Armée afin qu'elle réussisse dans sa mission* », ajoute le message. Derek Chollet a dénoncé la participation du Hezbollah dans les combats en Syrie, mais il a ajouté que l'administration Obama a bien fait comprendre à l'opposition syrienne de ne pas riposter à l'implication du parti en bombardant des sites et des régions au Liban.

Le secrétaire d'État adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, Laurence Silverman, a réitéré le même message, exprimant l'inquiétude de Washington vis-à-vis des événements de Tripoli. Il a souhaité que l'Armée prenne les mesures nécessaires pour contrôler la situation et éviter que le conflit syrien ne se propage davantage au Liban.

Le fait que M. Silverman intervienne à partir de New York pour soutenir l'action de l'ambassadeur Maura Connelly à Beyrouth montre à quel point l'administration Obama veut éviter la dégradation de la situation au Liban. Mais le plus important reste l'intervention du Pentagone, via M. Chollet, qui vise à montrer qu'il s'agit d'une préoccupation directe du président Obama et du commandement central de l'armée US.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (6 juin 2013)

Des sources sécuritaires révèlent qu'une réunion a regroupé il y a deux jours les députés Mouïñ Meraabi et Khaled Daher ainsi que Houssam Sabbagh, et les cheikhs Salem Raféi et Nabil Rohayem, tous proches de l'opposition syrienne et favorables à la mouvance islamiste, pour étudier les possibilités de riposte au cas où la ville

de Qousseir tomberait entre les mains du régime. Ce qui était prévisible, selon toutes les estimations des chroniqueurs militaires. Les informations ayant filtré de cette réunion révèlent l'intention des participants de mener une vaste campagne contre l'armée libanaise qui, selon eux, n'a jamais été considérée, dans le langage confessionnel, comme une force alliée à la communauté sunnite. Avant Taëf, elle était accusée d'être contrôlée par les chrétiens et désormais, elle est accusée d'être aux mains des chiites. Les mêmes sources sécuritaires rappellent toutefois que ces accusations sont totalement injustifiées, l'armée libanaise étant encore la seule institution publique qui rassemble toutes les communautés et les pousse à travailler ensemble. Cette institution est aujourd'hui la cible d'une campagne de dénigrement sans précédent, des figures de Tripoli —et de Saïda— allant même jusqu'à monter les soldats les uns contre les autres, en les classant selon leurs confessions. Mais le plus significatif est que l'armée n'est plus seulement la cible de critiques verbales, à Tripoli ; ses soldats essuient désormais des tirs provenant de jeunes à visage découvert. Autrement dit, ces combattants se sentent tellement protégés qu'ils ne craignent plus de montrer leur visage.

De même, toujours dans la capitale du Nord, les soldats de l'armée sont empêchés de construire des fortifications autour de leurs positions, alors que les miliciens ont érigé de véritables barricades des deux côtés « *de la ligne de front* »...

Il est donc clair, estiment les mêmes sources sécuritaires, qu'il existe quelque part au Liban une main secrète qui veut détruire la cohésion de l'armée pour ouvrir la voie à une confrontation directe entre les communautés chiite et sunnite, dans le but d'affaiblir le Hezbollah et de l'entraîner dans les sables mouvants d'un affrontement interne destructeur pour lui et pour sa popularité auprès de la communauté chiite. De leur côté, les figures sunnites de Tripoli et d'ailleurs ne sont pas en train de prendre des positions claires en faveur de l'armée, par crainte de perdre leur popularité face à la montée en flèche des groupes radicaux. Jusqu'à présent, le Hezbollah cherche à éviter toute confrontation, Hassan Nasrallah ayant clairement invité ceux qui critiquent les positions de sa formation à aller se battre en Syrie aux côtés de l'opposition syrienne, au lieu de mettre en danger la stabilité du Liban. Mais en

attendant, c'est l'armée libanaise qui reçoit les coups, puisque, de par la nature de sa mission, elle est en train de s'interposer entre les deux camps. Les sources sécuritaires précisent d'ailleurs que la situation est actuellement délicate, les incidents se multipliant du Nord au Sud, en passant par Beyrouth, alors que les camps palestiniens, en particulier celui de Aïn el-Héloué, constituent des foyers de tension de plus en plus inquiétants.

Al-Anbaa (Quotidien koweïtien, 4 juin 2013)

Commentant la question de la prorogation du mandat du Parlement et du dossier de la formation du gouvernement, des sources politiques bien informées avancent les données suivantes :

- ▶ 1. Aucune démarche gouvernementale n'aura lieu avant que le Conseil constitutionnel n'ait rendu son jugement concernant les recours en invalidation de la prorogation du Parlement, présentés par le président Michel Sleiman et le chef du Courant patriotique libre (CPL), le général Michel Aoun. Car la nature du futur gouvernement dépend des résultats de ce jugement : si la prorogation est invalidée ou ramenée à quelques mois seulement, dans le cadre d'un report technique des élections, le gouvernement aura alors la tâche d'organiser et de superviser le scrutin. Si, au contraire, la prorogation de 17 mois est confirmée, le gouvernement sera de nature politique ;
- ▶ 2. Le général Michel Aoun n'est pas disposé à discuter de la formation du gouvernement avant que le jugement du Conseil constitutionnel ne soit rendu. Si la prorogation du mandat du Parlement de 17 mois est confirmée, il fera preuve d'une plus grande fermeté et intransigeance dans la composition du gouvernement ;
- ▶ 3. Il n'y a aucun accord entre le Hezbollah et le Courant du futur (CDF) au sujet de la prorogation du mandat de la Chambre et la formation du prochain gouvernement. Il y a eu une convergence d'intérêt entre les deux partis pour proroger la législature, indépendamment du dossier gouvernemental. L'accord s'arrête là ;
- ▶ 4. Le Hezbollah a décidé de ne pas élargir son différend avec le CPL, qui était opposé à la prorogation. Il estime que les divergences sur cette question sont d'ordre tactique et ne compromettent pas l'alliance politique et stratégique avec le CPL. Il

se montre compréhensif vis-à-vis de la position du général Aoun, dictée par des considérations chrétiennes. Il dément toutes les informations sur un nouvel accord quadripartite au détriment du CPL. Il a assuré au général Aoun que sa place sera garantie dans tout prochain gouvernement.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

[1] « [Le BND prévoit une victoire de la Syrie fin 2013](#) », *Réseau Voltaire*, 23 mai 2013.

[2] « [La Bulgarie ne tient pas le Hezbollah responsable de l'attentat de Burgas](#) », *Réseau Voltaire*, 7 juin 2013.

Source : « L'agonie du complot occidental contre la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 11 juin 2013, www.voltairenet.org/article178851.html